

# L'influence de la nouvelle législation suisse sur la participation des personnes handicapées à la vie de société

Andreas RIEDER\*

Il y a un peu moins de dix ans, les organisations suisses de personnes handicapées relevaient dans une étude que seuls 20% à 30% des bâtiments accessibles au public l'étaient aussi pour les personnes à mobilité réduite. Cette étude soulignait également que les enfants handicapés étaient souvent scolarisés en milieu spécialisé et que les personnes handicapées rencontraient de nombreuses difficultés lors de la formation et de la recherche d'emploi<sup>1</sup>.

En d'autres mots, cette étude résumait des inégalités et des obstacles limitant la possibilité des personnes handicapées de participer de façon égale et autonome à la vie en société. L'étude démontrait aussi les différents éléments à l'origine de ces inégalités: d'une part l'ignorance, les préjugés, un manque de prise en considération des besoins spécifiques des personnes handicapées, mais d'autre part aussi de vraies difficultés à trouver des solutions permettant la participation autonome des personnes handicapées.

En réaction à cette situation, la Constitution suisse contient désormais une interdiction de discrimination du fait de tout handicap corporel, mental ou psychique<sup>2</sup>, et une loi sur l'égalité des personnes handicapées est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2004<sup>3</sup>.

\* Dr. en droit, responsable du Bureau fédéral de l'égalité pour les personnes handicapées BFEH, Berne.

Courriel: andreas.rieder@gs-edi.admin.ch

1 Rapport du groupe de travail de la Conférence des organisations faîtières d'aide privée aux personnes handicapées (DOK-COF) sur la discrimination, 2<sup>e</sup> édition, Novaggio 1998 (disponible sur le site Internet <http://www.egalite-handicap.ch/deutsch/download/dok/DISKB98F.DOC> (juin 2007)).

2 Article 8 alinéa 2 Cst. (<http://www.admin.ch/ch/f/rs/101/a8.html>). Cf. p.e. Klein (2002), Waldmann (2003), pp. 706-743, Schefer (2001), pp. 476-506.

3 Loi sur l'élimination des inégalités frappant les personnes handicapées (LHand; RS 151.3; cf. le texte sur le site Internet [http://www.admin.ch/ch/f/rs/c151\\_3.html](http://www.admin.ch/ch/f/rs/c151_3.html); cf. aus-

En quoi cette législation favorise-t-elle la participation des personnes handicapées à la vie de la société? Elle l'influence:

- en contribuant au changement de la perception du handicap;
- en établissant des droits subjectifs et des obligations;
- et en favorisant le développement de nouveaux modèles d'intégration.

## 1. Changement de perception du handicap

Le fait même qu'il existe un droit à l'égalité des personnes handicapées met en évidence que le regard porté autrefois sur le handicap a radicalement changé: on est passé d'un modèle médical mettant l'accent sur la déficience à un modèle social basé sur les droits de l'homme et axé sur la citoyenneté pleine et entière<sup>4</sup>. La loi sur l'égalité de personnes handicapées souligne clairement que son but est de créer des conditions propres à faciliter aux personnes handicapées la participation autonome à la vie en société<sup>5</sup>. La loi ne se contente donc pas de compenser des déficiences individuelles, mais elle veut identifier et changer des structures causant des inégalités, structures autrefois non remises en question.

Ce changement de perspective est encore loin de constituer une action concrète. Pourtant, on ne devrait pas sous-estimer son importance. Le fait même que la législation instaure un droit à l'égalité nous oblige à nous confronter à l'ensemble des éléments qui font obstacle à la pleine participation des personnes handicapées.

Afin de renforcer ce changement de perspective qui est à la base de toute action concrète, la loi sur l'égalité des personnes handicapées met un fort accent sur les mesures d'information et de sensibilisation sur le thème de l'égalité et de l'intégration des personnes handicapées; un de ces instruments est par exemple la création du Bureau fédéral de l'égalité pour les personnes handicapées<sup>6</sup>.

---

si Message du Conseil fédéral du 11 décembre 2000, Feuille fédérale 2001, 1605 (<http://www.admin.ch/ch/f/ff/2001/1605.pdf>).

4 Cf. à ce sujet dans un contexte international Quinn/Degener (2000)

5 Article 1, alinéa 2 LHand.

6 Article 19 LHand; cf. pour plus d'informations sur les activités du Bureau [www.dfi.admin.ch/ebgb](http://www.dfi.admin.ch/ebgb) (juin 2007).

## 2. Droits subjectifs et obligations

Le droit à l'égalité ne s'arrête pas à ce niveau abstrait. Dans certains domaines, il concrétise le principe de l'égalité en établissant des droits subjectifs et des obligations. Il exige des adaptations eu égard aux constructions<sup>7</sup>, aux transports publics,<sup>8</sup> aux prestations,<sup>9</sup> à la scolarisation<sup>10</sup> et à la formation<sup>11</sup>.

Ainsi, par exemple, lors de la rénovation de toute construction accessible au public, les principes de la construction adaptée aux besoins des personnes handicapées doivent être respectés; les services offerts par les collectivités publiques, y compris la formation, doivent prendre en considération les besoins spécifiques des personnes handicapées; les particuliers qui fournissent des prestations au public ne doivent pas traiter une personne handicapée de façon discriminatoire du fait de son handicap. Dans le domaine de l'école, les cantons (compétents en la matière), sont appelés à réaliser une scolarité intégrée dans la mesure où celle-ci contribue au bien de l'enfant et où elle peut être réalisée avec des moyens proportionnels.

Les personnes handicapées disposent donc de possibilités de faire valoir leur droit à une participation égale et autonome à la vie en société dans différents domaines. Dans la pratique, la mise en œuvre de ces droits a certes déjà fait ses preuves. Ainsi, par exemple, des personnes sourdes ont pu exiger la mise à disposition d'interprètes en langue des signes lors d'entretiens avec les autorités. Dans le domaine des transports publics, l'achat de distributeurs de billets inaccessibles pour un grand nombre de personnes handicapées a pu être évité. De même, plusieurs étudiants handicapés de la vue ont pu exiger qu'un temps supplémentaire leur soit accordé lors d'un examen.

Mais cette approche a des limites. Mis à part le fait que le principe de la proportionnalité<sup>12</sup> met des limites à l'obligation d'éliminer les inégalités, il faut surtout constater que l'instrument de droits subjectifs n'est pas approprié pour éliminer tous les obstacles à une participation des personnes han-

7 Article 3, lettres a, c et d LHand.

8 Article 3, lettre b LHand.

9 Article 3, lettre e LHand.

10 Article 20 LHand.

11 Article 3, lettre f LHand.

12 Articles 11 et 12 LHand.

dicapées. Il est relativement facile de décréter l'élimination des obstacles architecturaux en renvoyant aux règles de la construction adaptée.

Il est beaucoup plus difficile d'établir les règles afin d'éliminer les divers obstacles de fait ou moraux qui empêchent la participation entière des personnes handicapées mentales ou psychiques. On ne peut pas comparer les difficultés de remplacer un escalier par un ascenseur aux difficultés de surmonter des préjugés ou des obstacles structurels existant dans un système complexe comme par exemple la formation ou le monde du travail. Dans certaines situations, l'égalité ne se laisse pas décréter, mais doit être construite.

### 3. Favoriser le développement de nouveaux modèles d'intégration

L'absence de solutions toutes prêtes dans certains domaines ne doit pas nous empêcher d'agir et de favoriser la participation des personnes handicapées. Là où les droits subjectifs ne suffisent pas il reste l'obligation de développer d'autres approches et instruments. A part les mesures d'information et de sensibilisation déjà nommées, la loi sur l'égalité des personnes handicapées prévoit à cet égard que la Confédération puisse mettre sur pied ou soutenir des projets destinés à expérimenter de nouvelles formes d'intégration et à améliorer la participation des personnes handicapées dans la vie en société<sup>13</sup>.

Cet instrument pourrait apparaître faible si on considère qu'il ne garantit pas des effets immédiats. Il est pourtant fort en ce qu'il favorise la collaboration des différents acteurs responsables et l'échange de nouveaux modèles et idées.

Divers projets prometteurs visant à favoriser la participation de personnes handicapées mentales ont déjà démarré dans ce cadre: matériel scolaire destiné à sensibiliser et informer sur le handicap mental, un service «handicap et sexualité» et, autre exemple, le projet «médiateur» visant à favoriser la communication entre les personnes handicapées mentales et les autres participants dans des programmes de formation présentés à ce congrès. J'espère qu'on en aura beaucoup d'autres.

13 Article 14, alinéa 3, article 16 et article 17 LHand.

Dans le contexte de nouveaux modèles d'intégration, on doit aussi mentionner le projet pilote «Budget d'assistance» qui a été approuvé par le Conseil fédéral le 10 juin 2005<sup>14</sup>. Ce projet s'adresse à des bénéficiaires d'une allocation pour impotent de l'assurance-invalidité qui ne vivent pas dans un home pendant la durée du projet. Les participants disposent d'un budget d'assistance individuel en lieu et place de l'allocation pour impotent touchée jusqu'ici. Grâce à ce budget, ils peuvent acheter eux-mêmes des services d'assistance, qui doivent leur permettre de vivre hors du cadre institutionnel et de mener une vie plus autonome.

## Conclusion

Ce bref aperçu des influences de la législation suisse en matière d'égalité sur la participation des personnes handicapées montre qu'un processus est en cours, et même s'il est encore loin d'avoir abouti à l'égalité, il présente la chance de concevoir une société ouverte de manière égale à tous les individus. Pour saisir cette chance, il faut toutefois la volonté de remettre en question des concepts existants et d'en retrouver de nouveaux.

## Références

- KLEIN, C. (2002). *La discrimination des personnes handicapées*. Berne: Stämpfli.  
QUINN, G. et DEGENER, T. (2000). *Human Rights and Disability*. New York / Genève: United Nations.  
WALDMANN, B. (2003). *Das Diskriminierungsverbot von Artikel 8 Absatz 2 BV als besonderer Gleichheitssatz*. Berne: Schulthess.  
SCHEFER, M. (2001). *Kerngehalte von Grundrechten. Geltung, Dogmatik, inhaltliche Ausgestaltung*. Berne: Stämpfli.

14 Pour des informations complémentaires, cf. <http://www.budgetdassistance.ch> (juin 2007).